

La Souveraine en voulait également à Braun parce qu'il avait dit que J.P. Hausemer de Differdange n'accepterait pas le poste de bourgmestre, alors que, convoqué au Palais, Hausemer y avait marqué son accord. Braun avait tenu bon, et en présence de la déclaration de la majorité des conseillers communaux se prononçant contre Hausemer, avait saisi du conflit le Conseil de gouvernement. On sait que tous les membres du gouvernement se déclarèrent solidaires avec le directeur-général de l'Intérieur.

Lorsque, le 9 mars, le nouveau gouvernement se présenta devant la Chambre, toutes les nominations des bourgmestres avaient paru au Mémorial: celle de Lacroix à Luxembourg*) celle de Mark à Differdange, celle de Daubenfeld à Hollerich.

«Comme il avait sûrement été arrangé entre le Ministre d'Etat et Robert Brasseur, le leader libéral fit «un de ses discours bien tournés et emphatiques», prit des allures de combat et d'attaques, dit les choses fort agréablement et fort spirituellement et enfin fit une espèce d'oraison funèbre de M. Braun en jetant force fleurs sur sa tombe pour se tourner enfin vers M. Eyschen et le nouveau gouvernement pour leur dire qu'ils avaient toute leur confiance s'ils maintenaient la loi scolaire, et faisaient la réforme de l'Ecole normale. Maurice Pescatore opina dans le même sens; M. Eyschen parla, parla sans rien dire . . MM. Thorn et Leclère se levèrent et récitèrent leur leçon bien apprise . . . Toute cette comédie m'écoœura et je fis passer au Ministre d'Etat un examen de conscience de sorte que les oreilles lui en tintèrent.»

Robert Brasseur présenta un ordre du jour de confiance se basant sur le maintien de la loi scolaire et la réforme de l'Ecole normale. Sur demande des députés de la Droite, l'ordre du jour fut scindé, ce qui leur permit d'exprimer leur confiance au gouvernement, de voter contre la partie concernant la loi scolaire et de s'abstenir pour le reste. Michel Welter s'abstint pour la partie exprimant la confiance mais vota pour l'ordre du jour. «Et le Gouvernement était sauvé.»

Lors de la discussion du projet de la loi conférant au Gouvernement des pouvoirs dictatoriaux sur le terrain économique, la carence du Gouvernement dans le domaine du ravitaillement fut relevée par les maires d'Esch (Michels) et de Differdange (Mark); quant au député Schortgen, «il fit le procès au régime Eyschen qui menace d'affamer la population.» Après avoir relevé la réplique «flasque» du Ministre d'Etat, Michel Welter écrit: «M. Eyschen, qui a du flair, doit sentir qu'il n'est pas à la hauteur de la situation . . . Mais il reste parce qu'il ne peut pas se décider à s'en aller . . . Dans des temps aussi troublés et aussi difficiles que les temps présents, il faut des hommes d'action. Et M. Eyschen est tout, hormis un homme d'action. Il n'a fait toute sa vie que tergiverser, laisser se développer les événements, attendre le travail du temps et de l'inertie, et puis prendre

*) Pour se débarrasser de la candidature de Housse, Braun avança que les échevins avaient refusé de travailler ensemble avec Housse (V. polémique de presse entre Braun et Housse).